

DOCUMENT

**CONTRE
L'EUROPE
DU GRAND
CAPITAL
INTERNATIONAL**

**Elaboré avec Daniel DEBATISSE,
Jean-Pierre DELILEZ, Jacques KAHN,
cet article a été rédigé par Paul BOCCARA**

LA crise profonde de la société française a atteint un tel degré que le pouvoir a dû recourir à la manœuvre du référendum-plébiscite sur le Marché commun (1).

L'instabilité économique, le chômage, l'incertitude du lendemain, les atteintes aux droits syndicaux et démocratiques, la vie de plus en plus chère, les impôts croissants, le retard des salaires, l'intensification de l'exploitation, l'incapacité de donner à la jeunesse la formation nécessaire à notre époque, l'impossibilité pour un nombre grandissant de jeunes de trouver un emploi stable et correspondant à leurs aptitudes, l'insuffisance des équipements collectifs, du logement, du transport, de l'éducation et de la santé, les déséquilibres régionaux en rapide aggravation, les disparités entre les branches d'industrie, l'éviction massive des exploitations familiales, tout procède d'une même politique fondamentalement issue de la domination des monopoles capitalistes sur l'économie et sur l'Etat.

Loin d'être imputable à des accidents de parcours ou à des causes inévitables, la malfaisance du régime et la crise profonde qui en résulte pour notre pays proviennent de ce que tous ses actes, planifiés ou non, visent à favoriser les profits et l'accumulation des capitaux des groupes monopolistes coûte que coûte.

Cet impératif d'accumulation forcenée du capital monopoliste, de plus en plus contraire au progrès social, à l'épanouissement de la révolution scientifique et technique et à la sécurité de l'avenir national, a plongé le pays dans une crise à la fois économique, politique, idéologique et morale. Les scandales qui ont éclaboussé récemment le régime en sont une manifestation. Face à la gravité des mécontentements, le pouvoir affaibli cherche à mettre en place des méthodes plus autoritaires. De là ses manœuvres diverses, notamment la provocation, et l'utilisation des groupes gauchistes.

Il est d'ailleurs caractéristique qu'au même moment des provocations analogues soient organisées dans d'autres pays, par exemple en Italie. En effet, si la crise de la société capitaliste revêt en France des formes évidentes, la crise structurelle dont elle est l'expression sévit, sous des aspects parfois différents, dans tous les pays capitalistes. L'instabilité monétaire, économique et politique, la montée du chômage, la hausse des prix, l'incertitude des débouchés, l'aiguïsement des affrontements économiques et politiques traduisent la crise nouvelle du capitalisme monopoliste d'Etat partout où sévit le grand capital. Elle se manifeste de part et d'autre de l'Atlantique depuis quelques années.

Le Programme de gouvernement démocratique d'union populaire présenté par les communistes montre qu'une solution efficace de la crise de la société française est non seulement possible, mais indispensable. Cette solution consiste à instaurer une démocratie économique et politique qui libérera notre pays de

1. Complétant les études parues dans notre dernier numéro (qui était en cours d'impression lors de l'annonce du référendum), ce texte analyse les raisons fondamentales de notre opposition irréductible à la politique intérieure et européenne des monopoles et de leur Etat.

la mainmise du grand capital et ouvrira à notre peuple la voie du socialisme. Les débats sur le Programme montrent que cette solution est envisagée avec faveur par un nombre grandissant de Français.

DE NOUVELLES FORMES SUPRANATIONALES DE COORDINATION ENTRE POUVOIRS REACTIONNAIRES

En choisissant comme prétexte l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne, le pouvoir n'a pas seulement cherché un plébiscite dans l'espoir de se renforcer sur le plan intérieur. Il a voulu, en outre, obtenir un chèque en blanc pour orienter dans un sens de plus en plus contraire à l'intérêt des travailleurs et à l'indépendance nationale, sa politique étrangère et notamment européenne.

Sous le prétexte d'unification politique, les cercles dirigeants du capitalisme monopoliste d'Etat cherchent à créer de nouvelles formes de coordination supranationale entre les pouvoirs réactionnaires, à mettre en place de nouveaux appareils inter-étatiques contre l'union populaire, contre le mouvement démocratique, contre les élus du peuple, nationaux et locaux.

Ces mesures visant à prolonger les méfaits du grand capital et du pouvoir au service des monopoles aggraveraient rapidement, en définitive, les maux de notre pays.

Car il est vrai que la question posée tend aussi à faire approuver l'infléchissement de plus en plus marqué de la politique extérieure du pouvoir en faveur d'une Sainte-Alliance réactionnaire au service de la haute finance transnationale et le rapprochement avec l'organisation militaire du Pacte atlantique.

Le drapeau de la petite Europe des trusts désormais brandi par le pouvoir n'est pas le drapeau de la paix et de la coopération entre les peuples. Il recouvre, au contraire, une conspiration réactionnaire face à la montée des forces de paix en Europe. Les nostalgiques de la guerre froide, les acharnés de la division de notre continent en blocs fermés, les activistes et les profiteurs de la militarisation veulent porter des coups à la détente internationale et tenter de saboter la Conférence tant attendue pour la sécurité, la paix et la coopération entre tous les peuples d'Europe. Les rapprochements entre le pouvoir réactionnaire en France et les dirigeants des Etats-Unis et d'Angleterre coïncident avec les embûches accumulées contre les traités établissant des relations pacifiques entre la République fédérale allemande et l'Union soviétique, ainsi qu'entre la République fédérale allemande et la Pologne, et avec la visite faite à l'Elysée par le dirigeant du Parti démocrate-chrétien ouest-allemand Barzel, adversaire déclaré de la ratification de ces traités.

LES EFFETS NEFASTES DU MARCHE COMMUN ET LEUR RENFORCEMENT PAR L'ENTREE DE L'ANGLETERRE

L'intégration de la petite Europe des trusts correspond aux conditions nouvelles caractérisées par l'intervention systématique et décisive des Etats au profit des monopoles : le capitalisme monopoliste d'Etat.

L'expansion des trusts des divers pays à l'échelle de l'Europe occidentale, comme celle des trusts américains et supranationaux a réclamé l'abolition des barrières étatiques et la concertation des actions économiques publiques. Le but de renforcement de l'expansion des monopoles explique le contenu réactionnaire et anti-social du Marché commun, l'utilisation de la « concurrence » et de « l'ouverture » pour renforcer l'exploitation des travailleurs, et l'accumulation des capitaux monopolistes.

La petite Europe du Marché commun s'est ébauchée dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, sous l'égide des Etats-Unis, par la mise en œuvre du Plan Marshall dans le cadre de l'Organisation européenne de Coopération économique.

Cette première forme de l'intégration européenne était en partie dictée par la nécessité d'assurer, pour le capital monopoliste américain, des débouchés et des lieux nouveaux de mise en valeur du capital. Simultanément, il s'agissait de renforcer, sous l'égide américaine, la lutte contre le socialisme, les mouvements ouvriers et démocratiques européens et de libération nationale dans les pays sous-développés, la concertation entre les principaux Etats monopolistes.

C'est dans ce cadre que s'est constituée l'actuelle Communauté économique européenne. Comme prémisses à la C.E.E., le Traité de Paris a institué la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (1951). Il s'agissait de resserrer les liens entre les principaux groupes industriels et financiers, essentiellement français et allemands, centrés autour du charbon et de l'acier, ainsi que de coordonner les interventions publiques en leur faveur.

Cette liaison était un moment de l'intégration politique et militaire prévue par le projet de Communauté européenne de Défense, que seule l'opposition populaire, principalement sous l'impulsion du P.C.F., a permis de mettre en échec (1954).

Avec le Traité de Rome de 1957, la création de la Communauté économique européenne (C.E.E.) institue progressivement le Marché commun. Pour l'essentiel, il s'agit de constituer un champ élargi pour le profit et l'accumulation des monopoles grâce à une libération des échanges, à une harmonisation des

formes de soutien public à l'accumulation monopoliste, à une accélération de la concentration de la production et la centralisation du capital financier à l'échelle nationale et internationale.

Tandis que le Traité de Rome « promettait » que l'intégration européenne favoriserait la stabilité dans l'expansion, l'équilibre dans les échanges, la réduction des disparités entre les régions, l'élévation du niveau de vie, l'amélioration des conditions de travail et le plein emploi... la réalité s'est chargée d'infliger de sérieux démentis à cette panacée européenne.

A l'harmonie tant vantée se sont substitués crises, accélérations, reculs, « relances ». Aux promesses prodiguées et chaque fois renouvelées, les faits opposent une accentuation des déséquilibres entre pays, régions et branches, l'inflation, l'aggravation de l'exploitation, du chômage et des conditions de vie. A la croissance si souvent mise en avant, il convient d'opposer le fait qu'après la période d'essor relatif, de 1945 à 1967 environ, comme les autres puissances impérialistes, les pays de la C.E.E. commencent à connaître actuellement une phase de ralentissement sérieux, en liaison avec les difficultés monétaires et commerciales nouvelles du monde capitaliste.

ELIMINATION ET CONCENTRATION

Que nous révèle le bilan de la C.E.E. ? Que certaines politiques communes ont pu, malgré de nombreuses divergences, être mises en œuvre dans la mesure où elles représentaient un point de convergence des intérêts monopolistes pour leur extension internationale. C'est le cas en particulier de la politique agricole commune et de la libre circulation des marchandises à l'intérieur de l'Union douanière.

Toutefois, ne nous y trompons pas. Si les intérêts monopolistes convergent pour instaurer certaines politiques, il n'en reste pas moins que dans la lutte que se livrent les différents groupes au plan international, des oppositions quant aux rythmes et degrés de mise en place de ces politiques apparaissent continuellement. Les représentants du pouvoir monopoliste utilisent ces différences pour retarder ou accélérer telles ou telles échéances.

Pour ce qui est de l'agriculture, la C.E.E. a accéléré la politique de liquidation brutale de la petite et moyenne paysannerie. Cette politique est marquée par le passage progressif à des prix agricoles ne permettant pas un développement conforme aux besoins nationaux de l'agriculture française. Elle a favorisé la « mise en concurrence » de l'agriculture, principalement française, avec les cours mondiaux afin de peser sur les prix des produits agri-

coles. Ce qui sert doublement les monopoles, dans la mesure où ces produits sont à la fois matières premières industrielles et un composant important des salaires. Elle a mis sur pieds toute une « restructuration » de l'agriculture. D'une part, ceci se traduit par l'éviction massive des petits et moyens exploitants qui viennent maintenant renforcer « l'armée industrielle de réserve », accroissant le chômage et pesant sur les rémunérations salariales.

D'autre part, cela favorise la mainmise directe du capital financier sur certaines productions agricoles, et la pression sur l'agriculture des groupes monopolistes des industries alimentaires, de la chimie comme du machinisme agricole.

Pour ce qui est de la réalisation de l'Union douanière, intervenue le 1^{er} juillet 1968, il convient de remarquer que cette « mise en contact » des six économies, par l'abolition de leurs droits de douane internes, s'est traduite, à titre principal, par une formidable concentration de la production et centralisation du capital par fusion, absorption, etc. Ce mouvement a aggravé l'exploitation des travailleurs, accéléré la montée du chômage, provoqué la ruine ou l'absorption d'un nombre grandissant des petites et moyennes entreprises. Il a aggravé le problème des débouchés, nécessitant le détournement d'une part de plus en plus grande des ressources publiques au profit de l'accumulation monopoliste.

Ainsi, au nom de la « compétitivité », les travailleurs ont-ils été soumis à une exploitation renforcée, à une intensification des cadences, au maintien de la durée du travail à un niveau élevé (principalement en France où elle reste la plus longue d'Europe), au chômage partiel ou total sous prétexte de « modernisation », au maintien des disparités criantes entre salaires féminins et masculins, au maintien de l'âge de la retraite à 65 ans. En France, la pression fiscale a été formidablement renforcée et les prestations sociales (allocations familiales) ont été relativement réduites. Les fonds publics sont de plus en plus détournés de la satisfaction des besoins collectifs au profit de l'accumulation monopoliste, pour que les grands groupes puissent atteindre la « dimension internationale ». C'est particulièrement le cas en France dans le cadre des V^e et VI^e Plans. Aussi, l'ensemble de la population souffre de l'insatisfaction grandissante de ses besoins collectifs, que ce soit dans le domaine de la santé, des transports, de l'éducation, du logement ou de la culture, etc. Cette détérioration des conditions de vie de la majorité de la population est accentuée par l'élévation du coût de la vie par l'inflation, accélérée ces dernières années.

L'AGGRAVATION DES DESEQUILIBRES

Au lieu d'entraîner l'harmonie du développement régional promis, le Marché commun a contribué à l'aggravation des déséquilibres. Au départ, la C.E.C.A. a entraîné un déséquilibre

profond au profit des régions de la Ruhr et du Nord-Est de la France, au détriment des autres régions, en particulier du Centre-Midi de la France. A l'heure actuelle, le désengagement partiel du capital financier et de l'Etat des productions charbonnières et de certaines productions sidérurgiques, se traduit non seulement par un chômage important, mais par un nouveau déséquilibre dans ces régions. Il frappe tout particulièrement dans l'Est, comme en Lorraine ou dans le Nord - Pas-de-Calais, les travailleurs manuels et intellectuels. Mais les commerçants, artisans, les petites et moyennes entreprises sont aussi atteintes.

Ainsi, la course effrénée aux nouvelles sources de profit, la nécessité de nouveaux débouchés, les stratégies des groupes à l'échelle européenne et mondiale font que les centres d'accumulation privilégiés par le capital monopoliste entraînent l'aggravation des déséquilibres régionaux. Cette accumulation sélective est pourtant soutenue par l'ensemble des moyens publics économiques et administratifs, qu'épaula la politique de la C.E.E. De plus, le déplacement des zones privilégiées plonge des régions entières dans le marasme. Les efforts récents pour privilégier dans l'Europe des Six certains emplacements se situant en direction de la Méditerranée ou de l'Atlantique, illustrent les visées à l'échelle mondiale et « atlantique » du grand capital, aggravant les déséquilibres régionaux.

La réalisation du Marché commun a polarisé les échanges entre les six pays. Parallèlement, la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la C.E.E., facilitant le débouché des entreprises établies dans l'un des six pays, a facilité la pénétration de leurs économies par le capital extérieur, principalement celui des Etats-Unis et des trusts supranationaux.

LA PENETRATION DU CAPITAL AMERICAIN

L'Europe des Six a accordé d'importantes concessions en faveur du capital monopoliste des Etats-Unis. Ainsi en est-il de l'importation massive de charbon américain (et non seulement allemand) favorisant le démantèlement de l'industrie charbonnière, particulièrement en France ; des abandons dans le domaine de l'énergie nucléaire de filières indépendantes ; de la tolérance, pour ne pas dire l'appel, des capitaux américains ; des avantages consentis dans les négociations commerciales avec les Etats-Unis pour favoriser la pénétration de leurs produits avec l'abaissement du tarif extérieur commun ; des concessions multiples en matière agricole ouvrant le Marché commun aux produits américains, que tendent à aggraver les récentes négociations. L'ampleur des capitaux américains investis dans l'Europe des Six et en Grande-Bretagne est, avec les dépenses militaires extérieures des Etats-Unis, un des deux éléments principaux du déficit de leur balance des paiements et donc de la quantité formidable

de dollar-papier en excédent qui s'est entassée surtout en Europe occidentale.

Ainsi, l'Europe des Six est déjà profondément amarrée à la zone atlantique. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne, ce mouvement ne peut que se renforcer, aliénant encore davantage l'indépendance nationale.

Ce renforcement s'explique par l'importance de l'implantation des groupes industriels et financiers américains en Angleterre : deux fois plus d'investissements directs des Etats-Unis en Angleterre qu'en Allemagne fédérale, trois fois plus qu'en France et presque autant que dans l'ensemble du Marché commun des Six. Il s'explique aussi par l'ampleur du courant commercial entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

UNE CONCURRENCE MONOPOLISTE ACCRUE

D'une façon générale, l'interdépendance accrue des économies du Marché commun n'a pas empêché l'aggravation de la concurrence entre eux. Mais surtout elle les a rendu beaucoup plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture internationale. Comme on l'a vu déjà à la fin de 1967, la conjoncture française dépend désormais beaucoup de la conjoncture de l'Allemagne de l'Ouest et, par l'intermédiaire de la R.F.A., l'influence de la conjoncture des Etats-Unis a aussi été renforcée sur notre économie.

Ces sensibilisations accrues renforcent les effets des difficultés nouvelles des grands pays capitalistes sur notre pays. Ces difficultés nouvelles expriment le début de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le caractère plus international des difficultés et l'exacerbation de la concurrence monopoliste sur le marché mondial expliquent les efforts de concertation accrue des politiques conjoncturelles et la volonté d'élargissement de la Communauté. Mais cet élargissement traduit aussi les efforts d'autres pays et des grands groupes multinationaux pour s'implanter davantage en Europe occidentale, en France notamment et pour influencer davantage les politiques économiques des pays du Marché commun.

Pour s'en tenir à la Grande-Bretagne, sa situation est marquée par le recul progressif de ses positions dans le monde et sa dépendance étroite à l'égard des Etats-Unis. Aussi le grand capital britannique, tout en accentuant sa pression sur les travailleurs, cherche les voies et moyens de vendre ses marchandises et placer ses capitaux en Europe. Par ailleurs, en fonction même du développement de la concentration et de la centralisation du capital monopoliste en Europe, le cadre du Marché commun devient trop étroit pour les grands groupes monopolistes qui poussent à « l'élargissement ».

En fait, cet élargissement, imposé pour la rentabilisation du grand capital à l'échelle internationale, élèvera le niveau des contradictions au sein de l'intégration monopoliste européenne, en ce qui concerne la politique agricole, la concurrence industrielle, les relations avec les tiers, comme les politiques monétaires, conjoncturelles ou de programmation. Ces difficultés de « l'approfondissement » du Marché commun, dues à son « élargissement », vont entraîner une concurrence accrue, de nouvelles concentrations, centralisation et interpénétrations du capital, qui vont se traduire par une aggravation des tensions inflationnistes, du chômage, de l'exploitation des travailleurs et de la pression avec l'aide de l'Etat sur les conditions de vie de la grande majorité de la population.

LE MARCHÉ COMMUN ET SON ELARGISSEMENT DANS LE CADRE DE LA CRISE NOUVELLE DU CAPITALISME A L'ECHELLE MONDIALE

2. Voir l'article de A. Rezzo dans *Economie et Politique* de janvier 1972.

Un million de chômeurs en Grande-Bretagne, plus du million en Italie, environ 800.000 en France au début de 1972 (2). En Allemagne fédérale, on prévoit officiellement qu'on atteindra en 1972 le niveau exceptionnel pour l'après-guerre de 300.000 chômeurs, tandis qu'une baisse de 1 à 2 % de la production industrielle est attendue. Le chômage a crû d'ailleurs dans presque tous les grands pays capitalistes en 1971.

Les principaux pays d'Europe occidentale, France, R.F.A., Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie, ont connu une réduction des taux de croissance du produit national brut en 1971 par rapport à 1970 et par rapport à la moyenne de la période 1958-1959 - 1968-1969. C'est aussi le cas du Japon. Ce ralentissement se situe, en effet, dans la tendance au ralentissement général de la croissance du monde capitaliste, qui a marqué dès 1970 les Etats-Unis, avec un recul absolu de leur produit national brut et un chômage qui atteint 5 millions de travailleurs au début de 1972.

Malgré le chômage et le ralentissement de la croissance, l'inflation et la hausse des prix sont restées très vives. A la mi-mars 1972, la Commission des Communautés Européennes prévoit une progression médiocre du produit national brut dans les différents pays de la Communauté Economique Européenne, tandis qu'on reconnaît que la persistance de l'inflation conjuguée avec un certain ralentissement de l'activité économique et avec un accroissement du chômage caractérise toujours la situation de la plupart des Etats membres du Marché commun.

Ces difficultés s'inscrivent dans la crise du capitalisme monopoliste d'Etat à l'échelle mondiale. Cette crise est caractérisée par les énormes excédents de capitaux accumulés, l'augmentation rapide des prix pour relever les taux de profits, la tendance générale corrélative à la surproduction et au chômage, l'exacerbation de la concurrence sur les marchés internationaux la spéculation massive et le délabrement du système monétaire capitaliste.

LE MARCHÉ COMMUN AU CENTRE DE LA CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE CAPITALISTE

Le Marché commun et les pays d'Europe occidentale se situent au centre de la crise du système monétaire et des relations économiques extérieures du monde capitaliste. L'année 1971 a connu des mouvements spéculatifs de capitaux liquides particulièrement graves, étant donné l'abondance des dollars en excédent accumulés en Europe à l'origine des déplacements de ce qu'on appelle les euro-dollars. Les gouvernements des pays de la Communauté économique européenne, tout particulièrement ceux de la R.F.A. et de la France, se sont opposés lors de la crise du printemps 1971 et lors des décisions américaines d'août.

Certes, la crise du système monétaire capitaliste international est ouverte depuis mars 1968, date de l'institution provisoire du double marché de l'or. Mais les bases mêmes de ce système ont été bouleversées après la décision de non-convertibilité totale en or du dollar, prise par les Etats-Unis en août 1971. En même temps, les antagonismes sur les marchés mondiaux se sont brutalement affirmés — y compris entre pays d'Europe occidentale — avec les mesures de Nixon visant à protéger le marché américain et à ouvrir plus largement aux produits des Etats-Unis l'Europe occidentale et le reste du monde capitaliste.

Le compromis monétaire des dix plus grandes puissances capitalistes conclu le 18 décembre 1971 à Washington n'a pas stabilisé la situation monétaire du monde capitaliste, tout particulièrement celle de l'Europe occidentale qui reste critique.

Le compromis de Washington a enregistré une petite dévaluation officielle du dollar par rapport à l'or. Mais cette dévaluation est très faible si on la compare à l'ampleur de l'inflation du dollar persistant aux Etats-Unis. Cette insuffisance a été confirmée par la tendance au recul important du dollar sur le marché et par les niveaux records du prix de l'or après l'accord de Washington. Aussi, le problème des énormes excédents de dollars massivement accumulés en dehors des Etats-Unis, surtout en Europe occidentale, et de la spéculation à partir de ces capitaux liquides, n'est pas résolu. Il n'est pas question pour les Etats-Unis de rembourser leurs formidables dettes en dollars

(plus de 50 milliards de dollars), et la convertibilité du dollar en or n'a pas été rétablie.

Le compromis de décembre tend à faire gagner du temps et à maintenir le mécanisme actuel d'inflation systématique favorisant l'accumulation et les profits des monopoles, non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans les autres pays capitalistes. Il convient de souligner le fait que le problème n'est pas celui de la seule inflation du dollar et de la seule surproduction américaine, mais de l'inflation de toutes les monnaies capitalistes et de la tendance à la surproduction de tous les pays capitalistes. Le dernier budget de l'administration Nixon relance l'inflation au profit des trusts, et à sa suite, le budget britannique annoncé en mars par le gouvernement Heath en fait autant. Le risque de crise nouvelle du dollar n'est pas du tout écarté. On parle aussi du risque pesant sur la livre sterling, dont certains annoncent une dévaluation nouvelle pour 1973. La hausse des prix reste toujours très vive en France.

LES ACCORDS MONETAIRES ET LEURS LIMITES

Les nouvelles parités des monnaies européennes et japonaises et l'élargissement des marges de fluctuation des diverses monnaies capitalistes visaient à éviter les pressions spéculatives sur les parités monétaires officielles et les interventions trop massives des banques centrales. Mais on n'a pas pu décourager la spéculation, ni supprimer la nécessité d'intervention des banques centrales des pays capitalistes sur les cours, étant donné l'énormité des capitaux en jeu, leur refus de retourner aux Etats-Unis, l'ampleur des mouvements, la faiblesse persistante du dollar et la persistance de l'inflation rapide dans tout le monde capitaliste.

Ce n'est pas la déclaration officielle rassurante faite en mars par le Président du groupe d'experts des Dix, M. Ossola, selon laquelle les problèmes de la surévaluation du dollar et des parités des diverses monnaies ont été réglés de façon satisfaisante à Washington qui peut garantir la stabilité.

Sur le plan commercial, le réajustement des parités des monnaies capitalistes décidé à Washington, en diminuant les prix des produits américains à l'extérieur et surtout en augmentant ceux des marchandises étrangères en dollars, contribue au ralentissement de la production et à la montée du chômage en Europe occidentale en 1972. Bien plus, les négociations commerciales décidées à Washington sont cruciales pour l'avenir, en raison de l'orientation dominante des politiques de tous les Etats monopolistes vers les débouchés extérieurs. De ce point de vue, l'élargissement du Marché commun par l'entrée de l'Angleterre dont on a précisé plus haut les liens avec les Etats-Unis, renforce la position de ces derniers. Il convient d'ailleurs, d'une façon

générale, de considérer les espoirs des firmes établies en Angleterre quant à la conquête du marché d'Europe occidentale, avec toutes les conséquences prévisibles d'une concurrence industrielle très agressive, pour les petites et moyennes entreprises et pour l'emploi en France.

L'élargissement des marges de fluctuations des monnaies capitalistes par rapport au dollar a augmenté les risques pesant sur les relations commerciales entre pays capitalistes.

L'accord monétaire des Six à Bruxelles du 7 mars 1972, auquel le Royaume-Uni et les autres candidats à l'entrée dans la C.E.E. ont donné leur agrément, vise à tenir compte de ces difficultés nouvelles pour les pays du Marché commun par un rapprochement des politiques monétaires et économiques. Cet accord, que l'on présente comme ouvrant la perspective triomphale d'une véritable union économique et monétaire du Marché commun, tend en fait à une simple adaptation aux incohérences et aux risques accrus, sans garantie aucune ni des résultats du rapprochement, ni d'indépendance vis-à-vis de la politique américaine.

LES TENTATIVES DE COORDINATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES

La « coordination » des politiques économiques et la « discipline » monétaire européenne, pourront être utilisées pour renforcer l'intransigeance de la politique antisociale du grand capital vis-à-vis des revendications des diverses couches de travailleurs. Déjà, certains commentaires patronaux sur les accords français de Grenelle de 1968 avaient appelé de leurs vœux une discipline « européenne » interdisant de tels accords nationaux « séparés ».

Quant au point de l'accord de Bruxelles sur le resserrement des marges de fluctuation entre les monnaies de la C.E.E., il est présenté comme le premier pas vers la formation d'une zone monétaire individualisée dans le cadre du système international. En réalité, il s'agit tout d'abord de réduire laborieusement les marges de fluctuation, autorisées depuis décembre entre les monnaies du Marché commun, pour arriver à des marges qui resteront néanmoins supérieures à ce qu'elles étaient au début de 1971. Il s'agit aussi de contribuer à réduire la détention privilégiée par les européens de dollars, en visant à diminuer l'écart maximum possible entre deux monnaies quelconques de la C.E.E. pour qu'il ne soit plus le double de l'écart nouveau défini le 18 décembre 1971 à Washington entre une monnaie et le dollar.

On évoque avec complaisance la marche vers une zone monétaire autonome des pays de la C.E.E. En fait, les mesures décidées à Bruxelles sanctionnent la gravité du délabrement récent du système monétaire capitaliste international. Cette prétendue « marche vers une zone monétaire européenne autonome » ne

constitue pas une garantie d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Au contraire, elle s'inscrit, de leur point de vue, dans le replâtrage de leur système.

D'une part, cette coordination permettrait des interventions plus rapides et plus efficaces en faveur du dollar et elle ferait accepter plus facilement la poursuite de l'inflation dominante des Etats-Unis. La présence du Royaume-Uni renforcerait encore la pression en faveur des Etats-Unis. On sait d'ailleurs comment Heath a affirmé aux Bermudes la solidarité atlantique indéfectible de l'Angleterre, et que Nixon y a déclaré que l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun « renforcera l'alliance atlantique ».

D'autre part, les monnaies de la C.E.E. s'efforceraient de devenir pour les pays membres aussi valables que le dollar sur le plan commercial ou spéculatif. Dans ces conditions les risques pesant sur le dollar seraient partagés par les monnaies européennes, dont l'inflation propre serait grandement encouragée. Les négociations avec les pays européens seraient plus faciles pour les Etats-Unis avec un seul interlocuteur comme la C.E.E., comme vient de le déclarer le Secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Paul Volcker à M. Giscard d'Estaing. D'ailleurs, les charges militaires des Etats-Unis doivent être aussi allégées par des participations accrues des pays de la C.E.E. à la défense du « Monde libre », c'est-à-dire à la politique agressive du Pacte Atlantique.

LES ANTAGONISMES DEMEURENT

Les antagonismes avec les Etats-Unis et aussi entre les monnaies du Marché commun ne sont pas pour autant supprimés. Les difficultés de mise sur pied d'un simple fonds européen de réserve le montrent déjà.

Afin d'atteindre le resserrement souhaité des marges de fluctuations établies à Washington entre monnaies de la C.E.E., résultat qui n'est pas garanti, la pression des trusts supranationaux et des Etats étrangers sera accrue sur la politique monétaire française. Elle sera utilisée pour imposer plus facilement au peuple une politique économique réactionnaire et antisociale aggravée. L'influence du deutschmark et de la R.F.A. sera considérablement augmentée sur la politique économique française, tandis que l'endettement de la France vis-à-vis de la R.F.A. tendra à croître en liaison avec les interventions visant à réduire les fluctuations du franc par rapport aux autres monnaies. Enfin, l'élargissement de la C.E.E. au Royaume-Uni ferait entrer la livre sterling dans cette « organisation » monétaire.

D'une part, les difficultés des énormes dettes de la livre sterling dans le monde seront supportées par les pays de la C.E.E., alors qu'elles étaient soutenues jusqu'alors par le dollar.

D'autre part, les financiers britanniques profiteront de ce soutien de la dette à court terme du sterling pour investir en Europe, un peu à la façon des Américains avec le papier-dollar. Déjà à la fin mars, après l'annonce du référendum par Pompidou, les investisseurs britanniques se sont portés massivement acquéreurs d'actions des grandes sociétés françaises, alors que le gouvernement Heath venait de leur promettre des crédits si abondants en sterlings qu'on a évoqué le risque de dévaluation pour 1973.

De toute façon, personne n'exclut une nouvelle crise du dollar et de nouveaux accès spéculatifs dont auraient à pâtir les économies européennes.

En effet, ni à Washington, ni à Bruxelles, le fond du problème n'a été résolu. Il ne concerne pas simplement les parités des diverses monnaies capitalistes entre elles, mais l'excès d'inflation qu'elles connaissent toutes, même si celui concernant le dollar est le plus grave. L'inflation accélérée, la spéculation monétaire, la tendance actuelle à la surproduction relative et au chômage plus massif résultant des excédents énormes de capitaux. Or leur accroissement est toujours systématiquement stimulé par les Etats capitalistes visant à favoriser par leur intervention l'accumulation et les profits monopolistes.

UNE AUTRE LOGIQUE ECONOMIQUE EST NECESSAIRE

Si les aspects monétaires et commerciaux sont les aspects économiques les plus évidents de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, les effets désagrégateurs et les méfaits sociaux de l'excès durable actuel des capitaux monopolistes se révèlent aussi au niveau des conditions techniques du progrès de la productivité du travail et de la production matérielle.

La politique des Etats monopolistes et tout particulièrement du pouvoir en France, en favorisant systématiquement l'accumulation du capital des monopoles, a conduit à la situation actuelle de gâchis formidable des ressources productives matérielles et humaines, au gaspillage des énormes capitaux accumulés en excédent et à l'insuffisance des dépenses de développement des capacités des travailleurs.

Ce sont désormais des niveaux critiques qui sont atteints par les doubles emplois des moyens matériels des grands monopoles, leurs dépenses excessives de publicité et de différenciation inutile des produits, l'accumulation pour les productions militaires, les coûts sociaux non pris en charge par les accumulations industrielles privées qui les provoquent (détérioration de la santé des travailleurs, pollutions, etc.), le gâchis de la thésaurisation de l'or et de la spéculation monétaire.

En même temps, le développement de l'automatisation et le progrès

massif de la productivité au service des masses qu'il permettrait sont freinés et dévoyés, en raison également de la résistance à la diminution de valeur des moyens de production accumulés, de l'insuffisance de stabilité du débouché, de l'insuffisance grandissante par rapport aux besoins des dépenses d'éducation, de recherche, de santé, d'équipements sociaux de toutes sortes.

La démocratie économique et politique nouvelle que proposent les communistes pour la France permettrait au contraire, grâce notamment à la nationalisation des monopoles des secteurs-clés, d'instaurer progressivement une autre logique économique. Cette nouvelle logique, fondée sur la diminution relative de l'accumulation en valeur (travail social contenu) des moyens de production, sur la suppression des multiples accumulations essentiellement spéculatives bien que baptisées « investissements », et sur l'expansion des dépenses de développement des capacités des individus ainsi que du temps libre pour le développement personnel, permettra à la fois de sortir de la crise de la société française et de favoriser l'essor de la révolution scientifique et technique freinée et tronquée par le capitalisme monopoliste d'Etat.

Les difficultés nouvelles très profondes de la croissance de la production matérielle capitaliste ainsi que le gâchis auquel a abouti l'accumulation capitaliste dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, commencent à être reconnus, à leur façon, par un nombre grandissant d'économistes non marxistes. Tout un courant académique récent insiste précisément sur les limites du progrès de la productivité matérielle, les plus « osés » de ces théoriciens étant peut-être actuellement ceux d'un groupe d'études du « Massachusetts Institute of Technology » (M.I.T.), auteurs d'un rapport paru en juillet 1971 sur les perspectives de la croissance matérielle à long terme. Ces derniers insistent de façon catastrophique sur les limites essentiellement techniques de progression des rendements et d'utilisation des ressources naturelles, du coût des pollutions, de la consommation matérielle d'une population croissante. Ainsi, on veut mettre en cause essentiellement — tout en décochant des flèches au profit commercial et à la croissance pour la croissance — non pas la logique de l'accumulation du capital des monopoles favorisée par l'Etat impérialiste, mais la croissance de la population par rapport aux ressources naturelles et l'excès de sa consommation en produits matériels, non pas la crise du capitalisme mais la crise dite de la civilisation industrielle (3).

LE DOCUMENT MANSHOLT

C'est exactement à ce Rapport du M.I.T. que se réfère le nouveau Président de la Commission des communautés européennes, Sicco Mansholt, dans son étude-programme sur les perspectives de la politique économique de l'Europe des Dix, « Le rôle de

«Economie et Politique»
à l'occasion de reve-
sur l'analyse de cet
vrage et d'autres ou-
ges portant sur les « vi-
ns » non marxistes de
crise du capitalisme
monopoliste d'Etat.

'Europe dans un monde en danger » du 28 février 1972, alors qu'il était encore vice-président de la Commission. Cette étude a été portée massivement à la connaissance des citoyens par la conférence de presse du groupe parlementaire communiste du 4-4-1972 et par sa publication intégrale dans « l'Humanité » du 6-7-1972.

Admettant que tous les pays capitalistes — il dit « industrialisés », mais ne cite que des pays capitalistes — « sont en proie à une inflation galopante, accompagnée même d'un chômage de plus en plus grave » et reconnaissant que « l'équilibre monétaire n'est pas réalisé », tandis qu'une « nouvelle crise monétaire se prépare », M. Mansholt insiste sur le risque de grippage de la machine de la croissance.

Cependant, il ne propose pas du tout d'instaurer grâce à la nationalisation des grands monopoles la nouvelle logique économique démocratique, ouvrant la voie à un socialisme développé, fondée non plus sur l'accumulation du capital des monopoles mais sur le développement prioritaire des dépenses pour les hommes et des capacités des travailleurs. Le dirigeant « européen » met au contraire au centre de son programme, avec des mesures contre la pollution et le gaspillage des ressources naturelles, une politique de limitation des naissances et de la croissance de la population, ainsi qu'une « forte réduction de la consommation des biens matériels par habitant ». Cette nouvelle orientation se traduisant « par un net recul du bien-être matériel par habitant », recul prétendu compatible avec « un épanouissement intellectuel », devrait être imposée aux nations de la Communauté par un « plan central européen ».

Que ces vues soient exprimées de façon particulièrement brutale et qu'on se soit gardé de leur faire de la publicité, ne signifie pas qu'elles sont le fait d'un irresponsable ou d'un courant de pensée minoiritaire. On connaît, en effet, les fonctions de leur auteur, proposé par le gouvernement français après la présentation de son document, pour la Présidence de la Commission des Communautés européennes. D'ailleurs, il déclare, au début de son étude, qu'il s'agit de « laisser des directives aux nouveaux organes de la Communauté des Dix ». Ces vues ont aussi pour elles l'autorité de plusieurs travaux récents convergents, émanant d'institutions parmi les plus représentatives de la pensée bourgeoise, dont ceux du célèbre M.I.T. auxquels se réfère précisément M. Mansholt.

FAVORISER L'ACCUMULATION AU SEUL BENEFICE DES TRUSTS SUPRANATIONAUX

L'orientation en question, il faut le souligner, n'est pas seulement fondamentalement réactionnaire et antipopulaire. Elle ne pourra pas résoudre la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. La limi-

tation et la nouvelle orientation des débouchés, avec la réduction relative de la consommation matérielle des travailleurs, aggraveront la tendance nouvelle à la surproduction et à l'exacerbation corrélative de la lutte concurrentielle entre les groupements monopolistes. Cette concurrence monopoliste poussera de façon anarchique à la diminution de la valeur (travail contenu) des moyens de production par unité de produit utile, aggravant la tendance au chômage massif dans le cadre de la logique économique dominée par l'accumulation privée du capital. Cette concurrence poussera aussi au développement des antagonismes entre Etats impérialistes.

L'histoire du capitalisme a déjà connu de telles longues périodes de tendance dépressive, comme celle de l'entre-deux-guerres. Mais la gravité de celle qui a commencé depuis quelques années provient de la profondeur des changements de la révolution technique qui n'en est qu'à ses débuts et de la mise en cause du système de socialisation économique maximum dans le cadre capitaliste, celui du capitalisme monopoliste d'Etat. Cette gravité ne signifie pas des perspectives catastrophiques. Elle souligne au contraire l'urgence nationale de la suppression de la domination des monopoles et de l'instauration de la démocratie économique et politique, permettant le passage progressif au socialisme et au communisme.

Quelles que soient les nuances entre les auteurs plus ou moins « catastrophiques » et les précautions de style de certains par rapport à la franchise brutale de M. Mansholt, tout confirme le contenu économique anti-social de la mise en place des instruments interétatiques nouveaux évoqués par Pompidou. Il s'agit de renforcer la pression des gouvernements sur les peuples de la petite Europe occidentale pour organiser l'aggravation de l'exploitation de toutes les couches de travailleurs, et pour favoriser l'accumulation au seul bénéfice des plus grands monopoles, c'est-à-dire des trusts supranationaux.

Devant l'ampleur des mécontentements actuels et des affrontements sociaux et politiques prévisibles que provoquera la mise en application d'une telle orientation, on comprend mieux le sens, pour le pouvoir monopoliste, des projets d'atteinte politique aux souverainetés nationales et aux droits des parlements nationaux. On comprend mieux pourquoi il recherche l'intégration des travailleurs par le chèque en blanc du référendum.

Cependant, aucun chèque en blanc ni aucune organisation autoritaire, supranationale ou pas, n'arriveront à supprimer les problèmes économiques et sociaux de la crise actuelle de la société capitaliste. Ils ne pourront stopper l'aggravation des antagonismes dans chaque nation du Marché commun, entre la poignée de monopoleurs et toutes les couches de travailleurs, ni l'aggravation des antagonismes entre Etats impérialistes. Ils ne sauraient empêcher le déploiement des luttes sociales d'une

ampleur nouvelle contre le capitalisme monopoliste d'Etat, pour la démocratie et pour le socialisme.

Seule la rupture avec ce système du capitalisme monopoliste d'Etat, grâce à la nationalisation des monopoles des secteurs-clés et du secteur bancaire ainsi qu'à l'orientation progressive de l'économie nationale en vue des besoins des masses et non de l'accumulation capitaliste, permettra de sortir notre pays de l'engrenage de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Sur cette base, serait possible une véritable indépendance vis-à-vis des trusts supranationaux et des politiques impérialistes, dont celle des Etats-Unis. Bien plus, il serait possible de développer, dans ces conditions, une coopération économique d'un type nouveau et de nouvelles relations à l'échelle de l'Europe et du monde.

LE PROGRAMME DES COMMUNISTES ET L'EUROPE

Tout en dénonçant les méfaits du Marché commun, liés à la domination économique et politique des monopoles, les communistes ne proposent pas de briser les liens qu'il a tissé entre les pays de la Communauté économique européenne.

La France ne saurait rompre unilatéralement sans inconvénients sérieux ces liens économiques, tout particulièrement commerciaux. D'ailleurs, la technique contemporaine pousse au développement de la coopération entre nations, surtout entre nations voisines. C'est cette coopération qu'il faut développer dans l'intérêt des peuples et en luttant pied à pied contre son utilisation pour la domination des monopoles. Alors que le développement actuel de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat tend à renforcer tous les effets négatifs du Marché commun pour les peuples, le programme des communistes présente des solutions constructives pour sortir la France de la crise et pour mettre sur pied de nouvelles relations à l'échelle européenne.

Le programme démocratique d'union populaire s'appuie sur les transformations profondes (nationalisations, planification et gestion démocratiques, etc.) qu'il organise dans notre pays pour promouvoir une nouvelle politique économique et une nouvelle politique extérieure à l'échelle de la Communauté économique européenne, à l'échelle de toute l'Europe et à celle du monde. Il y a plusieurs années que les communistes proposent une action dans ce sens aux autres formes démocratiques françaises. Ainsi, Waldeck Rochet pouvait écrire dans « l'Humanité » du 11-1-1968 : « Le Parti communiste constate que le Marché commun — comme nous l'avions prévu — est entièrement dominé par les cartels et les monopoles capitalistes, lesquels imposent une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

Cependant, comme le Marché commun est une réalité, nous proposons aux autres partis de gauche de lutter ensemble pour que les institutions technocratiques qui le régissent soient démocratisées, ce qui exige une révision du Traité de Rome ».

Le Programme du P.C.F. pour un gouvernement démocratique précise les modalités de cette action. Tout en indiquant que la révision du Traité de Rome permettra de démocratiser les institutions du Marché commun, le Programme ajoute que le gouvernement interviendra pour que les organisations ouvrières et démocratique soient représentées avec des droits réels dans les organismes de la C.E.E. et pour que leur rôle soit valorisé (Programme, p. 224).

Inversement, le Programme s'élève contre l'acceptation d'institutions supranationales. Leur création aggraverait encore le caractère non démocratique des institutions actuelles de la C.E.E. Elle favoriserait la domination des puissances impérialistes les plus influentes. Elle tendrait à priver le gouvernement démocratique de sa liberté d'action pour réaliser son programme conformément au mandat reçu du suffrage populaire.

Le Secrétariat politique permanent, dont la création a été évoquée par Pompidou dans sa conférence de presse sur le référendum, permettrait déjà dans l'immédiat de renforcer le caractère technocratique de la concertation entre les gouvernements monopolistes, concertation soustraite à la délibération effective du Parlement.

COOPERATION ET DEMOCRATIE

Au contraire, le gouvernement démocratique d'union populaire que les communistes proposent pour la France organisera le soutien des masses à sa politique européenne, non par un chèque en blanc plébiscitaire, mais par la délibération démocratique sur le contenu précis de sa politique et par la mobilisation des travailleurs sur les objectifs poursuivis. Il s'appuiera sur la solidarité internationale des travailleurs européens et non sur celle des trusts sans patrie.

La nouvelle politique économique permise par la nationalisation des monopoles des secteurs-clés, la planification et la gestion démocratiques, faisant progressivement dominer les besoins du peuple à l'échelle nationale, au lieu de l'accumulation des capitaux monopolistes, se manifestera aussi sur le plan des relations internationales.

Dans le cadre du Marché commun, le Programme pour un gouvernement démocratique déclare : « Le gouvernement démocratique favorisera des opérations de coproduction impliquant des financements publics. Par contre, il repoussera et combattra les projets d'« harmonisation » des politiques économiques ayant pour objectif l'accumulation du capital, la « police des salaires » menée sous prétexte de politique des revenus, la domi-

nation technologique, l'organisation de pression sur les pays sous-développés, etc. Il ne remettra pas en cause les mesures de libre circulation des marchandises, sous réserve des cas où il s'agit de sauvegarder l'économie nationale. Mais il sera hostile à toutes les dispositions qui favorisent la mobilité incontrôlée du capital » (p. 224).

Il convient d'insister sur l'utilisation, prévue par le Programme, des contrats de longue durée sur le plan des échanges extérieurs en liaison avec les choix démocratiques de spécialisation (p. 209). Dans le cadre de la planification démocratique, on peut ainsi organiser des relations stables, conformes aux intérêts des travailleurs et de la Nation.

Les besoins du développement national dans l'intérêt des travailleurs exigent des échanges diversifiés et équilibrés qui ne se confinent pas à la petite Europe de l'Ouest. Ces échanges doivent être développés avec les autres pays d'Europe et du monde, capitalistes ou socialistes, les pays socialistes fournissant notamment des conditions de stabilité précieuses.

Des accords concernant la coopération économique, scientifique et technique, y compris au stade de la coproduction, seront recherchés avec les divers pays intéressés sans discrimination.

Le gouvernement démocratique favorisera, en particulier, la coopération pour la solution de problèmes d'intérêt commun à l'échelle de l'Europe tout entière (problèmes de télécommunication, de transport, de pollution, de recherche, etc.), sur la base d'un développement économique prenant en considération les besoins des travailleurs.

Sur le plan monétaire, le gouvernement démocratique français pourra prendre appui sur la nationalisation du secteur bancaire et financier ainsi que des monopoles des secteurs-clés de l'industrie pour juguler la spéculation et maîtriser l'inflation. Il se fondera sur sa large politique d'accords internationaux, notamment avec ses partenaires européens, pour favoriser des ententes et une coopération monétaires avec tous les pays, excluant l'hégémonie d'une monnaie particulière.

POUR LE CONTENU NOUVEAU DES RELATIONS ENTRE ETATS

Le Programme de gouvernement démocratique d'union populaire trace les grandes lignes d'une nouvelle politique économique, scientifique, technique et culturelle de la France, y compris au plan international. En cela, il tient compte non seulement des grandes options de satisfaction progressive des besoins des travailleurs et du peuple, de mise à profit des immenses potentialités de développement matériel et culturel à l'époque de la révolution scientifique et technique, de la nécessité de changer

fondamentalement les structures politiques et économiques, de démocratiser l'Etat, mais il tient compte également, au plan international, des conditions objectives actuelles.

Développement de la division internationale du travail et de la coopération, nécessité de remplacer les rapports d'exploitation et de domination par des rapports de coopération, d'assurer l'indépendance nationale, la sécurité et la paix, tels sont les principes qui guideront, en ce domaine, le nouveau pouvoir démocratique.

Les restructurations et les réorientations démocratiques de la production et des échanges, allant dans le sens de la satisfaction des besoins des travailleurs, ne vont pas à l'encontre du développement multilatéral des échanges. Au contraire, elles leur donneront une base plus favorable, stimulant, dans des conditions d'avantages mutuels, la division internationale du travail, de la production, de la recherche.

Le nouveau pouvoir démocratique orientera sa politique dans le sens de l'établissement de contrats d'échanges commerciaux, techniques, scientifiques, tenant compte à la fois des nécessités de restructuration et de développement dans l'intérêt des masses. Tous ces problèmes peuvent être réglés par la négociation dans le respect des intérêts réciproques.

L'Europe du Marché commun ne doit plus être un obstacle et un écran opposés à la lutte des peuples pour le progrès et la sécurité, pour le développement multilatéral des relations de coopération. Les relations particulières de la France avec ses voisins européens, avec les pays où se développe et se développera la lutte contre les monopoles et leur pouvoir, seront marquées, demain encore plus qu'aujourd'hui, par une double exigence : celle du règlement par la négociation et la coopération des problèmes d'échanges et de coordination des productions, des recherches, des courants d'échange de toutes natures (y compris culturels ou touristiques, par exemple) et celle du respect des souverainetés nationales, donc des droits des peuples à décider, compte tenu de leurs caractéristiques nationales et de leur histoire, de l'orientation de leur régime social et politique. Les tendances objectives poussant à la coopération étroite, entre les nations, renforcent encore le rôle de la réalité vivante de la Nation dans le monde moderne.

La nouvelle politique économique de la France démocratique à l'égard de l'Europe du Marché commun pourra contribuer efficacement à donner un contenu nouveau non seulement aux relations entre Etats de la C.E.E., mais aux relations des Etats de l'Europe de l'Ouest avec les autres Etats, tout particulièrement avec les Etats socialistes et les Etats des pays dits « sous-développés ».

Au contraire, l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun actuel tendra à renforcer son orientation « atlantique » et ses

liens avec les Etats-Unis. Cette entrée renforcera aussi le caractère néo-colonialiste du Marché commun, tout spécialement en Afrique où les impérialismes français et britanniques dominent.

LA SOUVERAINETE NATIONALE ET LES LUTTES POUR LA DEMOCRATIE

Il ne faudrait pas sous-estimer, enfin, les efforts renouvelés pour faire de l'Europe des monopoles une machine efficace contre la volonté de changement des peuples européens. Le caractère anti-démocratique, autoritaire des institutions plus ou moins formalisées qui voient le jour actuellement — secrétariat politique, coordination et intégration au niveau militaire et répressif — et les projets de « supranationalité », d'abandon de souveraineté, doivent être combattus dans cette optique.

D'abord, la démocratisation des institutions du Marché commun — et notamment la possibilité pour les forces ouvrières et démocratiques d'y trouver l'occasion d'y faire entendre leurs points de vue, leurs exigences et leurs revendications — constitue un aspect très important de cette transformation du Marché commun. La C.E.E. ne doit pas rester le champ clos des règlements secrets entre les Etats mais deviendra un lieu de confrontation ouvert. Ne serait-ce que parce que les affrontements liés aux firmes multinationales se situent effectivement à tous les niveaux — entreprises et groupes, rapports avec les pouvoirs d'Etats monopolistes, rapports au plan international.

Les problèmes de contrôle démocratique se posent essentiellement et par priorité au niveau de chaque Etat, de chaque Nation. La lutte de classe, la lutte pour les changements profonds des rapports sociaux, se situent dans le cadre national, le contrôle des peuples sur les organes de la C.E.E. doit donc tout naturellement passer par la lutte pour la démocratisation des Etats.

C'est pour ces raisons que se renforcent et se précisent les tentatives de liquidation de la souveraineté nationale. L'extension des pouvoirs d'intervention et des politiques économiques pluri-étatiques est engendrée par les difficultés accrues que rencontrent les pouvoirs monopolistes pour faire passer leurs politiques et appliquer des « solutions », même partielles et provisoires, à la crise qui se développe. Qu'elle s'accompagne ou non dans l'avenir d'institutions parlementaires « supranationales », cette tentative de liquidation de la souveraineté (déjà amorcée au niveau militaire) ne pourrait qu'atténuer et affaiblir encore davantage le rôle des parlements nationaux. Ainsi, la concertation, les accords interministériels au niveau européen et les projets de secrétariat politique visent à restreindre le droit des élus de décider en toute indépendance des finances publiques, au moment de la préparation ou de l'exécution des budgets.

Que dire alors des efforts considérables des forces anti-démo-

cratiques en Europe pour « contenir » les exigences de paix et de sécurité des peuples ? La relance de l'Europe du Marché commun, et le référendum-plébiscite de Pompidou qui en fait partie, est une manœuvre destinée aussi à retarder, et si possible à ajourner la conférence européenne de sécurité qui a trouvé un écho favorable dans l'opinion publique de nombreux pays européens.

A l'opposé des efforts de renforcement de la militarisation et du caractère atlantique de la Communauté Economique européenne élargie, le gouvernement d'union populaire prendra les mesures nécessaires pour désengager la France du pacte atlantique, organisation politico-militaire aux fins agressives dominée par les Etats-Unis. La France ne doit être engagée dans aucun bloc militaire quel qu'il soit. Sur cette base, le gouvernement démocratique français contribuera activement à l'instauration d'un système de sécurité collective sanctionné par un Traité général européen de sécurité.

CONCLUSION

Ainsi, les graves problèmes économiques et politiques de la Communauté économique européenne actuelle renforcent l'importance du combat pour la réalisation en France d'un Programme de démocratie économique et politique nouvelles, ouvrant la voie au socialisme développé dans les conditions de notre pays.

La seule issue à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays consiste à changer progressivement la logique de l'économie à l'échelle nationale, en fondant le développement de la production matérielle et des activités sociales sur les besoins de tous les travailleurs et de la Nation, grâce à la nationalisation des monopoles des secteurs-clés, à la planification et à la gestion démocratique, avec la participation la plus large des masses, à la politique économique d'un pouvoir d'Etat d'union démocratique et populaire.

Loin de s'opposer à la solution des problèmes à l'échelle de l'Europe, cette issue est précisément celle par laquelle passe la solution des problèmes du Marché commun. C'est à partir des transformations démocratiques, économiques et politiques à l'échelle nationale que nous pourrons contribuer aux changements nécessaires à l'échelle internationale. Nous pourrons, sur cette base, encourager les forces démocratiques dans les Nations d'Europe occidentale et lutter efficacement pour la démocratisation de la Communauté économique européenne, de ses institutions et de son contenu économique et social. Nous pourrons agir efficacement pour la paix et la sécurité de l'Europe et du monde, pour l'édification d'une véritable Europe des travailleurs et des peuples.